

En action !

Rassemblement le 18 septembre

#Action



Imposer une autre répartition des richesses, c'est à notre portée !

Rassemblement le 18 septembre à 13h30 place de l'hôtel de ville à Charleville-Mézières !



IMPOSER UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES, C'EST À NOTRE PORTÉE !

Où est le vrai problème ?

Est-ce l'immigration ? La dette ? Le temps de travail ? La situation internationale ? Ou bien faut-il chercher ailleurs ?

Immigration : un coût ou une richesse ?

On entend souvent dire que l'immigration coûte cher. Pourtant, les immigré.es contribuent à augmenter le PIB de plus de 1% et financent les services publics via leurs impôts.

La dette : une construction politique

La fameuse dette publique n'est pas tombée du ciel. Elle a été institutionnalisée en 1973 par la loi Pompidou – ancien banquier de chez Rothschild, comme Macron – qui a contraint l'État à emprunter sur les marchés financiers. Cette logique a été reprise dans le Traité constitutionnel européen rejeté en 2005, mais réintroduit avec le traité de Lisbonne. Résultat : la dette n'est qu'un transfert d'argent public vers le capital privé.

Où va l'argent ?

211 milliards d'aides aux entreprises

80 milliards d'exonération de cotisations sociales

98 milliards de dividendes pour le CAC 40

100 milliards de fraude fiscale

Cet argent pourrait financer l'assurance chômage, les retraites, la santé, l'éducation, les services publics...

Un pays riche, mais inégalitaire !

Plus de 20% des jeunes sont au chômage

15% des travailleurs.euses vivent sous le seuil de pauvreté

La fortune de Bernard Arnault (LVMH) s'élève à 203 milliards d'euros



« Les Français.ses ne travaillent pas assez » ?

Pour justifier leurs réformes, on propose de supprimer des jours fériés, une semaine de congés, d'allonger la durée de cotisation et de repousser l'âge de départ à la retraite. Pourtant, les salarié.es français.es comptent parmi les plus productifs au monde – plus que les Américains – mais leurs salaires sont rongés par l'inflation et la spéculation.

Résultat : le niveau de vie baisse, tandis que les dividendes du CAC 40 ont bondi de 40 % en trois ans. Il y a ceux qui créent la richesse... et ceux qui la captent.

La peur comme arme politique

Le patronat et ses relais au gouvernement cherchent à imposer des sacrifices sous prétexte de guerre. On agite la peur de « l'ours russe », de « l'ogre américain » et on appelle à « l'union sacrée », comme en 1914. Objectif : justifier une « économie de guerre ».

413 milliards pour l'armement, 5% du PIB pour l'OTAN (soit pour l'industrie américaine) financés par les travailleurs.euses. Pendant ce temps, le monde assiste au massacre du peuple palestinien, orchestré par l'armée israélienne, pour permettre aux impérialismes américains et européens de s'approprier le gaz découvert au large de Gaza et les richesses de la région.

Ne pas céder à la peur, mais agir !

Nous n'avons pas à avoir peur. Nous avons le pouvoir de changer les choses, d'imposer la paix et une répartition plus juste des richesses. Travailleurs.euses avec ou sans emploi, actifs.ves ou retraité.es, avec ou sans papiers : unissons-nous autour de nos revendications. Par la grève, par la mobilisation dans la rue, faisons valoir nos droits. C'est à notre portée !



Mettons à l'arrêt la production et les services pour imposer une répartition équitable des richesses et construire une économie de paix, au service des besoins des travailleurs.euses et de l'ensemble de la population.

**RASSEMBLEMENT 18 SEPTEMBRE 13H30
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE - CHARLEVILLE**